

« L'OTAN : 60 ans d'existence »

On dit souvent que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a été créée pour faire face à la menace que faisait peser l'Union soviétique. Cela n'est vrai qu'en partie. En fait, la création de l'Alliance s'inscrit dans un projet plus vaste s'articulant autour de trois objectifs : endiguer l'expansionnisme soviétique, empêcher le retour du militarisme nationaliste en Europe grâce à une présence forte de l'Amérique du Nord sur le continent et encourager l'intégration politique européenne.

L'ampleur des ravages provoqués par la Seconde Guerre mondiale en Europe est difficile à imaginer aujourd'hui. Environ 36,5 millions d'Européens, dont 19 millions de civils, ont trouvé la mort dans le conflit. Les camps de réfugiés et le rationnement sont le lot quotidien d'une multitude de gens. Dans certaines régions, la mortalité infantile est d'un décès pour quatre naissances. Des millions d'orphelins errent dans les ruines calcinées des métropoles. Rien que dans la ville d'Hambourg, 500 000 personnes sont sans logis.

En outre, les communistes aidés par l'Union soviétique menacent les gouvernements élus dans toute l'Europe. En février 1948, le parti communiste de Tchécoslovaquie, secrètement appuyé par l'Union soviétique, renverse le gouvernement démocratiquement élu de ce pays. Puis, en réaction au développement démocratique de l'Allemagne de l'Ouest, les Soviétiques imposent le blocus de Berlin-Ouest, qui est sous le contrôle des Alliés, afin de consolider leur emprise sur la capitale allemande. Le mémorable pont aérien de Berlin qui est organisé reconforte quelque peu les futurs Alliés, mais les privations continuent de peser lourdement sur la liberté et la stabilité.

Un traité pour répondre aux besoins de l'époque

Heureusement, à ce moment-là, les États-Unis ont renoncé à leur politique traditionnelle d'isolationnisme diplomatique. L'aide fournie par les États-Unis dans le cadre du plan Marshall et par d'autres moyens contribue dans une certaine mesure à stabiliser les économies. Les États européens doivent cependant être réellement certains de leur sécurité avant de commencer à communiquer et commercer les uns avec les autres. Il faut donc que la coopération militaire et la sécurité qu'elle va engendrer, évoluent parallèlement au progrès économique et politique.

Compte tenu de cette situation, plusieurs démocraties d'Europe de l'Ouest se regroupent pour réaliser divers projets visant à développer la coopération militaire et à mettre en place une défense collective ; c'est ainsi qu'est créée l'Union occidentale en 1948, qui devient en 1954 l'Union de l'Europe occidentale. Il est finalement décidé que seul un accord de sécurité véritablement transatlantique pourra dissuader les Soviétiques de passer à l'attaque tout en empêchant le retour du militarisme européen et en jetant les bases d'une intégration politique.

Ainsi, à l'issue de nombreuses discussions et de nombreux débats, le Traité de l'Atlantique Nord est signé le 4 avril 1949. Dans l'article 5 souvent cité du traité, les Alliés conviennent qu'une « attaque armée contre l'une ou plusieurs [parties] ... sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties » et qu'à la suite de ce type d'attaque, chaque Allié réagira en prenant « telle action qu'[il] jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée ». Singulièrement, les articles 2 et 3 du traité énoncent des objectifs importants sans rapport direct avec la menace d'une attaque. L'article 3 jette les bases d'une coopération dans le domaine de la préparation militaire entre les Alliés et l'article 2 leur donne une certaine latitude pour s'engager dans une coopération non militaire.

La signature du Traité de l'Atlantique Nord crée certes des Alliés, mais ce traité ne prévoit pas de structure militaire capable de coordonner efficacement leurs actions. Les choses changent lorsque les inquiétudes toujours plus vives qu'inspirent les intentions de l'Union soviétique se concrétisent : les Soviétiques font exploser une bombe atomique en 1949 et la Guerre de Corée éclate en 1950. Ces événements vont transformer l'Alliance. L'OTAN se dote rapidement d'une structure de commandement intégrée dont le quartier général militaire est établi à Rocquencourt près de Versailles, dans la banlieue parisienne. Le Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe (SHAPE) est mis en place, avec à sa tête le général américain Dwight D. Eisenhower, Commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR). Peu après, les Alliés créent un secrétariat civil permanent à Paris et ils nomment le premier secrétaire général de l'OTAN, Lord Ismay (Royaume-Uni).

Grâce à l'aide économique et à une garantie de sécurité, l'Europe de l'Ouest retrouve progressivement une stabilité politique et le miracle économique de l'après-guerre se dessine. D'autres pays adhèrent à l'Alliance : la Grèce et la Turquie en 1952, et l'Allemagne de l'Ouest en 1955. On assiste aux débuts hésitants de l'intégration politique européenne. En réaction à l'adhésion de l'Allemagne de l'Ouest à l'OTAN, l'Union soviétique et ses États satellites d'Europe de l'Est créent le Pacte de Varsovie en 1955. L'Europe s'installe dans un face-à-face tendu, dont la construction du Mur de Berlin en 1961 devient le symbole.

C'est à cette époque que l'OTAN adopte la doctrine stratégique des « représailles massives », qui prévoit une riposte nucléaire en cas d'attaque de l'Union soviétique. Cette doctrine a pour objet de dissuader les deux parties de prendre des risques puisqu'une attaque, même limitée, pourrait entraîner un conflit nucléaire généralisé. Parallèlement, la doctrine des « représailles massives » permet aux membres de l'Alliance de concentrer leur énergie sur la croissance économique plutôt que sur le maintien d'énormes forces armées conventionnelles. L'Alliance commence aussi à assumer un rôle politique en plus de son rôle militaire. Depuis la création de l'OTAN, les petits pays membres réclament une plus grande coopération non militaire et la crise de Suez, à l'automne 1956, va révéler clairement l'absence de consultations politiques, qui est un sujet de désaccord entre certains membres. En outre, le lancement du satellite Spoutnik par l'Union soviétique en 1956 fait réagir les Alliés et les pousse à développer leur coopération scientifique. Un rapport remis au Conseil de l'Atlantique Nord par les ministres des Affaires étrangères de Norvège, d'Italie et du Canada – les « Trois sages » – recommande que l'Alliance mette en place un dispositif plus solide de consultation et de coopération scientifique ; les conclusions de ce rapport sont notamment à l'origine du programme scientifique de l'OTAN.

De la défense à la détente

Dans les années 1960, ce statu quo tendu mais stable commence à évoluer. Les tensions de la Guerre froide sont ranimées lorsque le premier ministre soviétique Nikita Khrouchtchev et le président américain John F. Kennedy évitent de peu un conflit à Cuba et alors que les États-Unis envoient de plus en plus de troupes au Vietnam. En dépit de ces débuts peu prometteurs, ce qui avait été essentiellement une organisation axée sur la défense devient, à la fin de la décennie, le symbole d'un nouveau phénomène : la détente, un apaisement des tensions entre l'Ouest et l'Est découlant de l'acceptation du statu quo malgré certaines réticences.

Au cours de cette décennie, l'OTAN et le SHAPE déménagent inopinément. En mars 1966, la France annonce son intention de se retirer de la structure du commandement militaire intégré de l'OTAN et demande que tous les quartiers généraux de l'Alliance quittent le territoire français. Un nouveau quartier général du SHAPE est établi à Casteau (Belgique) en mars 1967 et le siège de l'OTAN s'installe à Bruxelles en octobre de la même année. On relèvera que la France demeure dans l'Alliance et réaffirme régulièrement son intention de se tenir aux côtés des Alliés en cas de conflit. En outre, la France est devenue ultérieurement l'un des principaux contributeurs de forces lors d'opérations de maintien de la paix. L'adaptabilité dont l'Alliance a toujours fait preuve explique sa réussite et le retrait de la France de la structure du commandement militaire intégré montre que l'OTAN, à la différence du Pacte de Varsovie, accepte que ses membres expriment des avis divergents.

En effet, en août 1968, l'Union soviétique dirige une invasion de la Tchécoslovaquie et met fin au Printemps de Prague, période de libéralisation politique dans ce pays. À l'instar d'une invasion semblable de la Hongrie en 1956 et d'une répression militaire à Berlin en 1953, les actions de l'Union soviétique illustrent une politique qui prend le nom de doctrine Brejnev : lorsqu'elle doit faire un choix entre le contrôle à court terme des États satellites d'Europe de l'Est et la réforme politique et économique à long terme, l'Union soviétique choisit de maintenir le contrôle à court terme. Il faudra un dirigeant soviétique disposé à choisir la réforme à long terme pour mettre fin à cette politique.

La détente a de nombreuses facettes. L'*Ostpolitik* du chancelier ouest-allemand Willy Brandt cherche à rapprocher l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest pour favoriser la stabilité. La stratégie de « riposte graduée » du président américain John F. Kennedy cherche quant à elle à remplacer la doctrine des représailles massives, selon laquelle la seule alternative possible à la paix était la guerre nucléaire généralisée. Adoptée au lendemain de la crise des missiles de Cuba, la riposte graduée renforce le dispositif de défense conventionnelle de l'OTAN en apportant des réponses militaires qui ne vont pas jusqu'à un échange nucléaire intégral en cas de conflit. Toujours pendant cette période, un rapport intitulé « Les tâches futures de l'Alliance », remis en décembre 1967 au Conseil de l'Atlantique Nord par Pierre Harmel, ministre belge des Affaires étrangères, recommande que l'OTAN adopte une politique favorisant le dialogue et la détente entre les pays de l'Alliance et les pays du Pacte de Varsovie. Le rôle de l'OTAN ne consiste plus simplement à maintenir le statu quo, mais à contribuer à le faire évoluer.

Le rapport Harmel jette les bases de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui se tient en 1973. La conférence mène deux ans plus tard à la signature de l'Acte final d'Helsinki. Cet acte oblige ses signataires – dont l'Union soviétique et les membres du Pacte de Varsovie – à respecter les libertés fondamentales de leurs citoyens, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction. Les dirigeants soviétiques, de leur côté, minimisent ces clauses de l'acte et attachent une plus grande importance à la reconnaissance par le monde occidental du rôle que jouent les Soviétiques en Europe de l'Est. Toutefois, les Soviétiques finissent par se rendre compte qu'ils se sont associés à des idées fortes et potentiellement subversives.

Retour de la Guerre froide

L'invasion de l'Afghanistan en 1979 par l'Union soviétique et le déploiement par les Soviétiques de missiles balistiques SS-20 en Europe mettent la détente entre parenthèses. Face au déploiement soviétique, les Alliés prennent la « double décision » de déployer en Europe de l'Ouest des missiles de croisière à lanceur terrestre et des Pershing II dotés d'une capacité nucléaire tout en poursuivant les négociations avec les Soviétiques. Le déploiement doit commencer en 1983. Dans l'intervalle, les Alliés espèrent obtenir un accord sur la maîtrise des armements qui éviterait de déployer ces armes.

L'accord espéré avec les Soviétiques ne s'étant pas concrétisé, des dissensions internes apparaissent entre les membres de l'OTAN quand le déploiement commence en 1983. Après l'accession au pouvoir en 1985 en Union soviétique de Mikhaïl Gorbatchev, les États-Unis et l'Union soviétique signent en 1987 le Traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI), ce qui élimine tous les missiles nucléaires, balistiques et de croisière à lanceur terrestre de portée intermédiaire. Ce traité est aujourd'hui considéré comme un signe annonciateur de la fin de la Guerre froide. Les années 1980 voient aussi l'adhésion d'un nouveau membre à l'OTAN, ce qui ne s'était pas vu depuis 1955. En 1982, l'Espagne qui vient de se doter d'un régime démocratique, adhère à l'Alliance.

Au milieu des années 1980, la plupart des observateurs internationaux estiment que le communisme soviétique a perdu le combat intellectuel avec l'Occident. Les dissidents ont démantelé les piliers idéologiques des régimes communistes. On constate rétrospectivement que l'Union soviétique a facilité ce processus en voulant montrer qu'elle respectait les principes des droits de l'homme énoncés dans l'Acte final d'Helsinki. À la fin des années 1980, le gouvernement communiste de Pologne est forcé de négocier avec le syndicat indépendant « Solidarité », qui avait été victime de la répression, et avec son dirigeant, Lech Walesa. Puis d'autres activistes démocrates en Europe de l'Est et en Union soviétique ne tardent pas à réclamer les mêmes droits.

À cette époque, les économies dirigées des pays du Pacte de Varsovie se désagrègent. L'Union soviétique dépense trois fois plus dans le domaine de la défense que les États-Unis alors que son économie représente le tiers de celle des États-Unis. Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir bien décidé à entreprendre une réforme de fond du système communiste. Quand le régime de l'Allemagne de l'Est commence à s'effondrer en 1989, l'Union soviétique n'intervient pas, dérogeant à la doctrine Brejnev. Cette fois, les Soviétiques renoncent au contrôle à court terme, qu'ils maîtrisent de moins en moins, et choisissent la réforme à long terme, ce qui déclenche une chaîne d'événements qui mèneront à la dissolution du Pacte de Varsovie.

L'OTAN à la croisée des chemins

Avec la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989, une nouvelle ère semble s'ouvrir sous le signe du marché libre, de la démocratie et de la paix, et les Alliés réagissent avec une joie teintée d'incrédulité lorsque des manifestants enhardis renversent les gouvernements communistes des pays d'Europe de l'Est. Mais certaines incertitudes font peur. Une

Allemagne unifiée sera-t-elle neutre ? Que va-t-il advenir des armes nucléaires présentes sur le territoire des anciennes républiques soviétiques ? Le nationalisme va-t-il une fois encore empoisonner la politique européenne ? Pour l'OTAN, une question est cruciale : l'Alliance atlantique est-elle encore nécessaire ?

L'OTAN continue d'exister car même si l'Union soviétique a disparu, les deux autres missions d'origine de l'Alliance, bien qu'implicites, sont toujours d'actualité : empêcher la montée du nationalisme militant et constituer le fondement de la sécurité collective qui favorisera la démocratisation et l'intégration politique de l'Europe. La notion d'« Europe » s'est simplement élargie vers l'Est. Avant que la consolidation de la paix et de la sécurité ne puisse débiter, un spectre qui hante la politique européenne doit encore être exorcisé. Depuis la guerre franco-prussienne, l'Europe a du mal à accepter l'idée d'une Allemagne unie en son sein. L'intégration d'une Allemagne réunifiée dans l'Alliance apaise ce dilemme très ancien et destructeur.

En 1991 comme en 1949, l'OTAN va être la pierre angulaire d'une architecture de sécurité paneuropéenne élargie. En décembre 1991, les Alliés créent le Conseil de coopération nord-atlantique, qui deviendra le Conseil de partenariat euro-atlantique en 1997. Cette enceinte réunit les Alliés et leurs voisins d'Europe centrale, d'Europe de l'Est et d'Asie centrale pour qu'ils puissent mener des consultations. Chacun de ces pays récemment libérés – bientôt appelés Partenaires – considère qu'une relation avec l'OTAN est essentielle pour la concrétisation de ses propres aspirations à la stabilité, à la démocratie et à l'intégration dans les structures européennes. La coopération s'étend en outre vers le sud. En 1994, l'Alliance crée le Dialogue méditerranéen, auquel participent six pays de la Méditerranée non membres de l'OTAN : l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. Ils seront rejoints en 2000 par l'Algérie. Ce dialogue a pour objet de favoriser la sécurité et la stabilité dans la région méditerranéenne en permettant une meilleure compréhension mutuelle.

Cette toute nouvelle coopération va bientôt être mise à l'épreuve. Depuis son effondrement, le communisme a cédé la place à la montée du nationalisme et des violences ethniques, en particulier dans l'ex-Yougoslavie. Dans un premier temps, les Alliés hésitent à intervenir dans ce qu'ils considèrent comme une guerre civile en Yougoslavie. Ensuite, le conflit en arrive à être perçu comme une guerre agressive et aux relents d'épuration ethnique, et l'Alliance décide alors d'agir. L'OTAN apporte tout d'abord son plein appui aux efforts accomplis par les Nations Unies pour mettre fin aux crimes de guerre, y compris en menant une action militaire directe sous la forme d'un embargo maritime. Bientôt, l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne entraîne des frappes aériennes contre des armes lourdes violant les résolutions de l'ONU. Enfin, en septembre 1995, l'Alliance mène une campagne aérienne de neuf jours qui s'avère décisive pour mettre un terme au conflit. En décembre de la même année, l'OTAN déploie une force multinationale de 60 000 hommes opérant sous mandat de l'ONU afin de contribuer à la mise en application de l'Accord de paix de Dayton et de créer les conditions préalables à l'instauration d'une paix durable. En 2004, l'OTAN confiera la responsabilité de cette tâche à l'Union européenne.

Le conflit en ex-Yougoslavie – ainsi que d'autres conflits contemporains au Haut-Karabakh, en Géorgie et dans d'autres régions du monde – indiquent clairement que le vide du pouvoir qui caractérise l'après-Guerre froide est une dangereuse source d'instabilité. Les mécanismes de partenariat doivent être renforcés de manière à permettre aux pays non membres de

l'Alliance de coopérer avec elle afin de réformer leurs institutions démocratiques et militaires en mutation et de remédier à leur isolement sur le plan stratégique. Dans le cadre de ce processus, les Alliés créent le programme du Partenariat pour la paix (PPP) en 1994. Le PPP permet aux pays non membres de l'OTAN, encore appelés « Partenaires », de partager des informations avec les pays alliés et de moderniser leur secteur militaire pour qu'il réponde aux normes démocratiques. Les Partenaires sont encouragés à définir eux-mêmes le niveau de coopération qu'ils souhaitent établir avec l'Alliance. La voie de l'adhésion restera ouverte à ceux qui choisiront de continuer à la suivre.

Ce processus atteint une étape importante en 1999, au sommet de Washington, lorsque trois anciens Partenaires – la Pologne, la République tchèque et la Hongrie – deviennent membres à part entière de l'Alliance après avoir mené à bien leur programme de réformes dans les domaines politique et militaire. Grâce à cet élargissement, l'OTAN a joué un rôle essentiel dans la consolidation de la démocratie et de la stabilité en Europe. Cependant, avant même que les nouveaux Alliés aient rejoint l'OTAN à Washington, une nouvelle crise a déjà éclaté.

À la fin de 1998, plus de 300 000 Albanais du Kosovo ont fui leur foyer durant le conflit qui oppose les séparatistes albanais du Kosovo aux militaires et à la police serbes. Après l'échec des efforts intenses menés par la communauté internationale pour résoudre la crise, l'Alliance mène des frappes aériennes pendant 78 jours et effectue 38 000 sorties dans le but de permettre à une force multinationale de maintien de la paix d'entrer au Kosovo et de faire cesser l'épuration ethnique qui a lieu dans la région. Le 4 juin 1999, l'OTAN suspend sa campagne aérienne après s'être assurée que l'armée serbe a entamé son retrait du Kosovo, et peu de temps après, la Force pour le Kosovo (KFOR) commence à se déployer.

Aujourd'hui, plus de 14 000 soldats de la KFOR sont encore déployés au Kosovo pour contribuer à y faire régner des conditions de sûreté et de sécurité et à préserver la liberté de mouvement de tous les citoyens, quelle que soit leur origine ethnique.

Le catalyseur du 11 septembre

Ce qui s'est passé en Bosnie et au Kosovo montre que le débat sur la question de savoir si l'OTAN doit ou non imposer la paix en Europe est dépassé : les événements eux-mêmes ont obligé l'Alliance à intervenir. Avant la chute du Mur de Berlin, l'OTAN était une organisation statique dont la seule existence suffisait à dissuader l'Union soviétique. L'intervention dans les Balkans a été le point de départ de la transformation de l'Alliance en une organisation plus dynamique et plus réactive. La doctrine des représailles nucléaires qui prévalait à l'époque de la Guerre froide appartient au passé ; elle est remplacée par la détermination à faire usage de la force de façon mesurée et avec discernement pour mettre un terme à un conflit quand tous les moyens pacifiques ont échoué, tout en menant des efforts sur les plans diplomatique et humanitaire, y compris au delà de la sphère nord-atlantique habituelle de l'OTAN si cela s'avère nécessaire.

L'OTAN adopte par conséquent un nouveau concept stratégique décrivant l'objectif et les priorités de l'Alliance. Presque tous les concepts stratégiques précédents étaient classifiés. En 1991, au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique, l'Alliance a publié pour la première fois un concept stratégique non classifié. Le nouveau concept stratégique de 1999

précise que depuis la fin de la Guerre froide, le monde est confronté à « de nouveaux risques complexes pour la paix et la sécurité euro-atlantiques, risques liés à des politiques d'oppression, à des conflits ethniques, au marasme économique, à l'effondrement de l'ordre politique, et à la prolifération des armes de destruction massive. » Il va rapidement s'avérer que ces mots étaient prémonitoires.

Les attentats terroristes perpétrés le 11 septembre 2001 contre World Trade Centre et le Pentagone prouvent aux Alliés que le chaos politique dans des régions éloignées du globe peut entraîner des conséquences désastreuses sur leur propre territoire. Des acteurs sub-étatiques – dans le cas présent, le groupe terroriste Al-Qaida – ont utilisé l'Afghanistan comme base pour exporter l'instabilité vers le monde industrialisé, en se servant d'avions de ligne détournés comme armes improvisées de destruction massive pour faire des milliers de victimes civiles. Des attaques menées par la suite, comme les attentats à la bombe perpétrés le 11 mars 2004 dans des trains de banlieue à Madrid et le 7 juillet 2005 dans le réseau de transport public à Londres, démontrent que de violents extrémistes sont déterminés à prendre pour cible les populations civiles.

Au lendemain des attentats du 11 septembre, une coalition de pays – parmi lesquels figurent de nombreux membres de l'OTAN – intervient militairement en Afghanistan à l'automne 2001. L'opération *Enduring Freedom* a pour objectif de priver Al-Qaida d'une base d'opérations et de capturer un maximum de ses dirigeants. En décembre 2001, après le renversement du régime des talibans, la résolution 1386 du Conseil de sécurité des Nations Unies autorise le déploiement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), force multinationale opérant dans Kaboul et aux alentours pour contribuer à stabiliser le pays et à créer les conditions d'une paix durable. En août 2003, l'OTAN reprend le commandement de la FIAS et assure la coordination de celle-ci. Aujourd'hui, la FIAS compte quelque 84 000 hommes venus des 28 pays membres et d'une bonne douzaine de pays non membres de l'OTAN.

Parallèlement, l'OTAN continue à accepter de nouveaux membres et à instaurer de nouveaux partenariats. Le Conseil OTAN-Russie est créé en 2002 pour permettre aux États membres de l'OTAN et à la Russie de travailler ensemble, en tant que partenaires égaux, sur des questions de sécurité présentant un intérêt commun. En 2004, l'Alliance lance l'Initiative de coopération d'Istanbul, qui offre aux pays du Moyen-Orient élargi des possibilités de coopération pratique bilatérale avec l'OTAN dans le domaine de la sécurité. Enfin, d'autres vagues d'élargissement feront entrer davantage de pays dans le giron euro-atlantique – la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, la Slovénie, la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie en 2004, puis la Croatie et l'Albanie en 2009.

Une nouvelle approche pour un nouveau siècle

En Afghanistan, tout comme en Bosnie et au Kosovo, les Alliés ont compris que la puissance militaire ne suffisait plus pour obtenir des résultats tangibles. Le maintien de la paix est devenu au moins aussi difficile à assurer que le rétablissement de la paix. Durant la période de la Guerre froide, la sécurité des Alliés impliquait la défense de leur territoire ; à présent, la notion de « sécurité » s'est nettement élargie et elle englobe la protection des individus contre l'extrémisme violent alimenté par l'instabilité et la faillite des États-nations. Pour assurer le maintien de la paix, il ne suffit plus d'assurer le fondement de la sécurité, il faut aussi contribuer

à l'instauration de la modernité proprement dite.

L'ampleur de cette tâche dépasse l'OTAN, et les Alliés le savent. L'Alliance n'est pas et ne peut pas être un organisme chargé de la reconstruction civile, mais elle peut apporter une contribution non négligeable pour autant que celle-ci s'inscrive dans le cadre d'une réponse cohérente de la communauté internationale. Ainsi, les efforts de l'Alliance ne sont jamais aussi efficaces que lorsqu'elle coopère avec d'autres, et l'OTAN doit se tenir en liaison avec des pays et des organisations capables de fournir des ressources et des compétences dans le domaine de la reconstruction civile. Pour instaurer une paix durable à Kaboul, à Pristina ou à Sarajevo, l'OTAN doit coopérer avec d'autres organisations internationales disposant de capacités supérieures en matière de reconstruction et de mise en place d'une société civile.

Cette idée est au cœur même de la notion d'« approche globale ». L'instabilité géopolitique exige des remèdes complexes qui associent puissance militaire, diplomatie et stabilisation post-conflit. Seule une coalition aussi large que possible d'acteurs internationaux peut apporter des contributions sur ces trois plans. Par conséquent, l'Alliance ne fait pas que mettre en place des partenariats de sécurité avec des pays de la région méditerranéenne, de la région du Golfe, voire de la région du Pacifique, elle s'ouvre aussi aux autres organisations internationales et aux organisations non gouvernementales qui remplissent des missions dans des domaines tels que la mise en place des institutions, la gouvernance, le développement et la réforme du secteur judiciaire. À titre d'exemple, la déclaration commune ONU-OTAN, signée en septembre 2008, vise à renforcer le dialogue interinstitutionnel dans les domaines les plus importants.

Depuis que l'Alliance a été créée en 1949, sa souplesse, qui est ancrée dans son traité fondateur, lui a permis de s'adapter aux exigences propres aux différentes époques traversées. Dans les années 1950, l'Alliance était une organisation à vocation purement défensive. Dans les années 1960, elle est devenue un instrument politique de la détente. Dans les années 1990, elle a été un outil au service de la stabilisation de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale, grâce à l'intégration de nouveaux membres et au choix de nouveaux partenaires. Elle a désormais une nouvelle mission à remplir : étendre la paix grâce à la projection stratégique de la sécurité.

L'OTAN n'a pas choisi cette mission, celle-ci s'est imposée. Les Alliés ne l'ont pas inventée ni souhaitée. Elle a été dictée par les événements eux-mêmes. Il se pourrait bien que la faillite des États-nations et l'extrémisme violent soient les menaces caractéristiques de la première moitié du XXI^e siècle. Seule une réponse ferme et coordonnée de la communauté internationale peut permettre d'y faire face. C'est là notre défi commun. Et en tant que pierre angulaire de la paix transatlantique, l'OTAN doit être prête à le relever.

OTAN Division Diplomatie publique
1110 Bruxelles - Belgique
www.nato.int
natodoc@hq.nato.int

© NATO 2009